

La campagne, c'est parti

Désormais sur la ligne de départ, les formations politiques disposent de huit semaines pour convaincre les citoyens. Or, le contexte aura rarement été aussi incertain. - Texte: Julien Thomas -

La séquence remonte au 6 décembre dernier. Ce jour-là, le PS l'annonce: Paul Magnette sera sa tête de liste pour les élections européennes. Malaise. En pleine période gilets jaunes et à l'heure où se creuse le fossé entre élus et électeurs, le bourgmestre de Charleroi prévient qu'il ne siègera pas. Pour réconcilier la population avec la vie politique, il y a mieux. La suite est à l'avenant. La chute du gouvernement fédéral laisse pantois les politologues les plus chevronnés. Le budget 2019, les réformes des pensions et de la justice devaient encore être finalisées. Ils attendront donc. Pareil pour la réforme APE au Parlement wallon, qui bute sur le refus d'une ex-élue MR qui reconnaît pourtant elle-même... ne rien connaître du texte. Toujours du côté du MR, Didier Reynders sera tête de liste à la Chambre. Mais le libéral n'a qu'un souhait: quitter en juin prochain la scène politique belge pour le Conseil de l'Europe. Ses chances semblent grandes. Tant mieux pour lui, mais à nouveau quel signal pour l'électeur?

Chaque parti a donc rentré la semaine dernière ses listes pour les élections régionales, fédérales et européennes du 26 mai prochain. Les milliers de candidats ont quitté la ligne de départ pour un sprint de huit semaines. Mais le contexte est compliqué. Il y a les doutes existentiels du

cdH. La fin du mois de mars s'avère catastrophique pour le parti humaniste. Le trek en Laponie de son président Maxime Prévot, le retrait-surprise de Joëlle Milquet à Bruxelles et l'inculpation de Dimitri Fourny en Wallonie laisseront des traces. Du côté de DéFI, le retrait de ses deux poids lourds, Olivier Maingain et Didier Gosuin, inquiète également. Et puis, il y a le schisme à la droite du MR avec la création des Listes Destexhe. Inédit et loin d'être anodin, puisque la majorité MR-cdH au sud du pays a déjà mordu la poussière. Quel succès en mai prochain pour ce parti à classer à la droite de la droite? Le MR se pose certes chaque jour la question. Mais tout l'échiquier politique pourrait en être modifié.

Il s'agira de convaincre les électeurs. Car pourquoi aller voter? Plus que jamais, cette question doit tarauder une grande partie de la population. L'enterrement de première classe que vient de subir la loi Climat n'est pas de nature à rassurer. Même sous pression, les partis ne parviennent pas à s'accorder sur un début de politique environnementale digne de ce nom. Dans un autre style, le report du dossier de la 5G fait aussi grincer des dents. Des grandes phrases et des invectives certes font partie des ingrédients d'une campagne électorale. Mais la population veut des actes. Et une partie d'entre elle n'hésite plus à le faire savoir en manifestant le

jeudi et le dimanche pour le climat, ou encore jusqu'en novembre dernier pour le pouvoir d'achat. Un signe positif. Car voter est important, mais la société civile doit aussi faire sa part, et le cas échéant, faire pression sur l'agenda politique.

Contre-la-montre

Un ouf de soulagement. Voilà ce qu'Olivier Maingain a poussé fin de semaine dernière. Pour le président de DéFI, l'inquiétude était grande de voir son parti ne pas pouvoir participer au scrutin européen. Sans élus dans l'hémicycle, les "amarante" se voyaient obligés d'obtenir 5.000 signatures pour pouvoir déposer une liste. Or, trois jours avant la date de dépôt des listes, il en manquait encore près de 3.000. Ne pas réunir ces 5.000 signatures aurait fait mauvais genre. D'autant que le parti avait déjà convoqué la presse pour présenter sa tête de liste (l'éleveur wallon Benoît Cassart), et qu'Olivier Maingain himself se présente à la dernière place. DéFI n'est pas le seul parti à avoir cravaché pour ses signatures. Les Listes Destexhe aussi. "Mais les Listes sont complètes partout en Wallonie et à Bruxelles, Chambre et Région", s'est félicité dimanche leur créateur.

Le MR au centre-gauche

Le Mouvement réformateur court le risque d'un écartèlement entre son aile libérale qui appelle à un recentrage et son aile conservatrice qui réclame des positions plus dures sur l'immigration. Dans *La Libre*, le patron de la fédération bruxelloise Didier Reynders tentait récemment de mettre fin à la polémique. Pour le libéral, le parti est tout simplement de centre-droit. Et à ceux qui considèrent le MR trop à droite, il réplique: "En Flandre, le MR serait considéré comme de centre-gauche".

Chiens de faïence

Au nord du pays, une seule certitude se dégage: les membres de la N-VA et du CD&V ne partiront pas en vacances ensemble cet été. La méfiance et l'hostilité que nourrissent les deux partis l'un pour l'autre atteignent des sommets. "Voyez Kris Peeters, qui doit tirer la liste européenne: c'est une triste fin pour un vice-Premier ministre. Tout le monde le sait, c'est la pension en réalité. Les Romains auraient dit: "Rentrez chez vous, faites-vous couler un bain et ouvrez-vous les veines, car vous ne servez plus à rien", a lâché le mois dernier Bart De Wever.

LE FOCUS

La moitié (48,5 %) du Parlement belge est renouvelée en moyenne à chaque élection. Un taux plus élevé que dans les pays voisins, qui renforcerait par ailleurs la participatie.